

# Newsletter, 2-5 juillet 2018 - Session plénière - Strasbourg

[28-06-2018 - 10:08]

## Séance plénière

<a href="#">Politique migratoire de l'UE: les députés évalueront les progrès réalisés par les dirigeants européens</a> . . . . .	4
Les résultats du sommet européen des 28 et 29 juin, au cours duquel les dirigeants européens tenteront d'avancer vers un accord sur la politique de l'UE en matière de migration et d'asile, feront l'objet d'un débat en plénière avec le Président du Conseil, Donald Tusk, et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker.	
<a href="#">Mateusz Morawiecki débattre avec les députés de l'avenir de l'Europe</a> . . . . .	5
Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki sera le huitième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi à 9 heures.	
<a href="#">Vote final sur le tout premier fonds européen dédié à l'industrie de la défense</a> . .	6
Les députés débattront lundi du premier programme de l'UE visant à encourager l'innovation dans l'industrie de la défense européenne. Le vote est prévu mardi.	
<a href="#">Sécurité aux frontières: vote final sur le nouveau système de contrôle préalable des voyageurs exemptés de visa</a> . . . . .	7
Les ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa devront obtenir une autorisation préalable avant de se rendre dans l'UE, selon les nouvelles règles mises aux voix jeudi. Les voyageurs considérés comme posant un risque en matière de sécurité, d'immigration irrégulière ou d'épidémie se verront refuser l'accès.	
<a href="#">Paquet mobilité: vote sur la réforme des règles européennes relatives au transport routier de marchandises</a> . . . . .	8
Les députés se prononceront mercredi sur un projet de règles visant à améliorer la mise en œuvre des dispositions et à combattre les pratiques illégales dans le transport routier, ainsi que sur le détachement des conducteurs et leurs périodes de repos.	
<a href="#">Droit d'auteur: vote possible pour modifier la position de la commission parlementaire lors de la plénière de septembre</a> . . . . .	9
La décision de la commission des affaires juridiques d'ouvrir les négociations avec le Conseil sera annoncée lundi. Les députés pourraient contester la décision et demander un vote en plénière.	
<a href="#">La Bulgarie cède la présidence du Conseil à l'Autriche</a> . . . . .	10
Le Premier ministre bulgare Boyko Borissov et le Chancelier autrichien Sebastian Kurz doivent discuter des progrès législatifs au Conseil avec les députés européens et Jean-Claude Juncker mardi matin, dans le cadre de deux débats séparés.	
<a href="#">Priorités budgétaires de l'UE pour 2019</a> . . . . .	11
Le budget de l'UE de l'année prochaine devrait se concentrer sur les jeunes, affirment les députés dans un projet de résolution voté jeudi. Parmi les autres priorités figurent la croissance, l'innovation, la compétitivité, la sécurité, la lutte contre le changement climatique, la transition vers les sources d'énergie renouvelables et la migration.	
<a href="#">Le Président angolais João Lourenço s'adressera au Parlement européen</a> . . . . .	13
Le Président de l'Angola, João Lourenço, s'adressera aux députés européens lors d'une séance solennelle mercredi à midi.	
<a href="#">Réforme du droit électoral européen: vote final avant les élections de 2019</a> . . . .	14
Suite à la décision du Conseil du 7 juin sur la réforme du droit électoral européen, le Parlement devrait approuver les modifications mercredi.	
	15



# Séance plénière

<b>Débat d'actualité: les députés débattront des récentes déclarations de Matteo Salvini sur les Roms</b> .....	
Les députés s'apprêtent à débattre mercredi après-midi des déclarations récentes du vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, à propos de la communauté Rom.	
<b>Sortie de la Grèce des programmes de sauvetage: débat avec le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno</b> .....	16
Mercredi à 15 heures, les députés débattront avec le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, des conclusions positives du troisième programme d'ajustement économique pour la Grèce.	
<b>Renforcer la coopération d'Europol avec les pays du Moyen-Orient</b> .....	17
Les eurodéputés apporteront leur contribution aux négociations à venir avec huit pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui ont pour but de renforcer la coopération avec Europol.	
<b>500 millions d'euros pour la scolarisation des enfants réfugiés en Turquie</b> .....	18
Les députés se prononceront mercredi sur une proposition de la Commission européenne visant à ce que les salaires de plus de 5 000 professeurs, qui ont jusqu'ici assuré l'éducation de quelque 300 000 enfants réfugiés en Turquie, continuent d'être versés.	
<b>Air France: le Parlement vote une aide de 9,9 millions d'euros pour 1 858 employés licenciés</b> .....	19
1 858 employés licenciés d'Air France, pour cause de "perturbations économiques graves", devraient recevoir une aide de l'UE d'un montant de 9 894 483 euros afin de les aider à retrouver un travail.	
<b>Bouclier de protection des données entre l'UE et les États-Unis: évaluation des dispositions sur la vie privée</b> .....	20
L'efficacité des dispositions du "bouclier de protection des données" entre l'UE et les États-Unis sera évaluée dans le cadre d'un débat avec la Commission européenne mercredi et d'une résolution votée jeudi.	
<b>Fiscalité américaine pour les citoyens de l'UE et les "Américains accidentels"</b> ..	21
Une résolution sur les effets néfastes sur les citoyens de l'UE et les "Américains accidentels" de la loi américaine relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (FATCA) fera l'objet d'un vote en plénière jeudi.	
<b>Aide humanitaire aux migrants: débat en plénière</b> .....	22
Aider les migrants pour des raisons humanitaires ne devrait pas faire l'objet de poursuites pénales, selon un projet de résolution débattu mardi et voté jeudi. Le texte demande aux États membres d'introduire des exceptions dans leur législation afin d'éviter que des individus ou des ONG impliqués dans l'action humanitaire ne soient poursuivis.	
<b>Situation humanitaire au Venezuela et à ses frontières</b> .....	23
Le Parlement votera une résolution sur la crise migratoire et la situation humanitaire au Venezuela et à ses frontières, jeudi, après la visite cette semaine d'eurodéputés au Brésil et en Colombie pour évaluer les conditions sur le terrain.	
<b>L'UE devrait soutenir davantage les droits des peuples autochtones à travers le monde</b> .....	24
Les droits de plus de 370 millions de personnes membres de populations autochtones dans le monde devraient être pleinement reconnus et protégés, devraient affirmer les députés lors d'un débat lundi après-midi et dans une résolution votée mardi midi.	
<b>Le Parlement demande à l'UE d'interdire les mariages précoces et forcés</b> .....	25
Les députés vont demander une interdiction des mariages précoces et forcés et proposer que l'âge minimum pour le mariage soit fixé à 18 ans dans toute l'UE.	
<b>Renforcer les relations de l'UE avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan</b> .....	26
Les députés vont entériner mercredi un nouvel accord de partenariat entre l'UE et l'Arménie et poser leurs conditions, notamment sur le respect des valeurs de l'UE et les normes, pour l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Azerbaïdjan.	27
<b>Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie</b> .....	27

# Séance plénière

Autres sujets à l'ordre du jour .....

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992  
STR: (+33) 3 881 74151  
PORT: (+32) 498 98 13 37  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407  
STR: (+33) 3 88 17 20 97  
PORT: (+32) 471 95 35 11  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151  
PORT: (+32) 470 87 02 64

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

## En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

# Séance plénière

## Politique migratoire de l'UE: les députés évalueront les progrès réalisés par les dirigeants européens

**Les résultats du sommet européen des 28 et 29 juin, au cours duquel les dirigeants européens tenteront d'avancer vers un accord sur la politique de l'UE en matière de migration et d'asile, feront l'objet d'un débat en plénière avec le Président du Conseil, Donald Tusk, et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker.**

Le Parlement [attend depuis novembre 2017](#) que les États membres se mettent d'accord sur une position sur la réforme du règlement de Dublin, essentielle pour faire avancer la refonte du régime d'asile européen commun, afin que les négociations interinstitutionnelles puissent débiter. [Les députés ont à plusieurs reprises appelé](#) le Conseil à faire montre de volonté politique pour réformer la législation relative à l'asile et pour mettre un terme à l'hécatombe des migrants qui essayent de rejoindre l'Europe.

Les députés évalueront également les progrès réalisés par les chefs d'État ou de gouvernement lors du sommet de deux jours sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, le prochain budget de l'UE, les négociations sur le Brexit ainsi que la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

*Débat: mardi 3 juillet*

*Procédure: déclarations du Conseil européen et de la Commission*

### En savoir plus

- [Ordre du jour du Conseil européen des 28 et 29 juin](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Mateusz Morawiecki débattera avec les députés de l'avenir de l'Europe

**Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki sera le huitième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi à 9 heures.**

Membre du parti conservateur "Droit et Justice" (PiS), Mateusz Morawiecki a été nommé Premier ministre de Pologne le 9 janvier 2018.

Il s'agira du huitième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les députés européens, après ceux avec:

- le Premier ministre irlandais Leo Varadkar le 17 janvier 2018,
- le Premier ministre croate Andrej Plenkovic le 6 février 2018,
- le Premier ministre portugais António Costa le 14 mars 2018,
- le Président français Emmanuel Macron le 17 avril 2018,
- le Premier ministre belge Charles Michel le 3 mai 2018;
- le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel le 30 mai 2018; et
- le Premier ministre néerlandais Mark Rutte le 13 juin 2018.

Le Président du PE, [Antonio Tajani](#), et M. Morawiecki participeront à une conférence de presse commune.

Le prochain dirigeant européen à s'adresser au Parlement réuni en plénière sera le Premier ministre grec Alexis Tsipras, lors de la session plénière de septembre à Strasbourg.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution*

*Conférence de presse: mercredi 4 juillet à 12h45 avec le Président du PE, Antonio Tajani, et le Premier ministre polonais*

### En savoir plus

- [Biographie du Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki \(en anglais\)](#)
- [L'avenir de l'Europe en débat](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)

# Séance plénière

## Vote final sur le tout premier fonds européen dédié à l'industrie de la défense

Les députés débattront lundi du premier programme de l'UE visant à encourager l'innovation dans l'industrie de la défense européenne. Le vote est prévu mardi.

Avec un budget de 500 millions d'euros pour 2019-2020, le nouveau programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP) contribuera à financer le développement de nouveaux produits et technologies améliorés dans le but de rendre l'Union plus indépendante, ce qui permettra de gérer les dépenses budgétaires de façon plus efficace et d'encourager l'innovation en matière de défense.

L'Union européenne cofinancera des projets mis en œuvre par des consortiums d'au moins trois entreprises publiques ou privées établies dans au moins trois États membres différents de l'UE.

Pour se voir attribuer des contrats, les promoteurs des projets devront prouver leur contribution à l'excellence, à l'innovation et à la compétitivité. Les projets destinés spécifiquement aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire (de moins de 3 000 salariés) bénéficieront de taux de cofinancement plus élevés, ainsi que d'actions dans le cadre de la [coopération structurée permanente \(PESCO\)](#).

### Prochaines étapes

Une fois que le règlement aura été adopté par le Parlement dans son ensemble et approuvé formellement par le Conseil, il entrera en vigueur après sa publication au Journal officiel de l'UE. Les premiers projets capacitaires devraient être financés en 2019.

*Débat: lundi 2 juillet*

*Vote: mardi 3 juillet*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse sur les conclusions de l'accord provisoire \(23.05.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Françoise Grossetête \(PPE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du service de recherche du PE sur le programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense \(EDIDP\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Sécurité aux frontières: vote final sur le nouveau système de contrôle préalable des voyageurs exemptés de visa

**Les ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa devront obtenir une autorisation préalable avant de se rendre dans l'UE, selon les nouvelles règles mises aux voix jeudi. Les voyageurs considérés comme posant un risque en matière de sécurité, d'immigration irrégulière ou d'épidémie se verront refuser l'accès.**

Le nouveau système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS), déjà convenu de façon informelle entre les négociateurs du Parlement et du Conseil, devrait être opérationnel en 2021 et s'appliquera à [plus de 60 pays et territoires](#) dont les ressortissants peuvent se rendre dans l'UE sans visa.

L'autorisation de voyage coûtera sept euros et sera valide durant trois ans. La grande majorité des voyageurs recevront immédiatement une réponse positive après avoir rempli le formulaire électronique, une fois que leurs données auront été vérifiées dans les bases de données pertinentes.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Vote: jeudi 5 juillet*

*Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture*

### En savoir plus

- [Projet de rapport portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages \(ETIAS\)](#)
- [Projet de rapport sur la proposition de règlement \(UE\)2016/764 du PE et du Conseil modifiant le règlement aux fins de la création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages \(ETIAS\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.04.2018, en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Kinga Gal \(PPE, HU\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Fiche de procédure \(tâches d'Europol\)](#)
- [Service de recherche du PE - ETIAS \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Paquet mobilité: vote sur la réforme des règles européennes relatives au transport routier de marchandises

**Les députés se prononceront mercredi sur un projet de règles visant à améliorer la mise en œuvre des dispositions et à combattre les pratiques illégales dans le transport routier, ainsi que sur le détachement des conducteurs et leurs périodes de repos.**

Plusieurs propositions seront également mises aux voix mercredi: application des règles sur le détachement des travailleurs au secteur du transport routier, dispositions visant à durcir la mise en pratique de la lutte contre les sociétés écrans et des règles d'évitement pour opérer sur les marchés nationaux, ainsi qu'une proposition modernisant les temps de repos des conducteurs dans le but de garantir de meilleures conditions.

Avec ce vote, le Parlement définira sa position pour les négociations avec les gouvernements de l'UE sur la révision proposée des règles, dont l'objectif est d'améliorer les conditions de travail des conducteurs et d'assurer des conditions équitables pour les opérateurs à travers l'UE.

*Débat: mardi 3 juillet*

*Vote: mercredi 4 juillet*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse sur le vote en commission des transports \(04.06.2018\)](#)
- [Projet de rapport sur les durées de conduite et des temps de repos](#)
- [Projet de rapport sur le détachement des conducteurs](#)
- [Projet de rapport sur l'accès au cabotage à la profession d'opérateur de transport routier](#)
- [Paquet mobilité: rapporteurs et fiches de procédure](#)
- [Communiqué de presse de la Commission européenne \(31.05.2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)



# Séance plénière

## Droit d'auteur: vote possible pour modifier la position de la commission parlementaire lors de la plénière de septembre

**La décision de la commission des affaires juridiques d'ouvrir les négociations avec le Conseil sera annoncée lundi. Les députés pourraient contester la décision et demander un vote en plénière.**

Conformément au règlement du Parlement européen ([article 69 quater](#)), la décision adoptée par la commission des affaires juridiques de lancer les négociations avec les États membres sur la directive relative au droit d'auteur sera annoncée lors de l'ouverture de la session plénière lundi après-midi. Les députés auraient alors jusque mardi minuit pour s'opposer à cette décision.

Si plus de 10% des députés (soit au minimum 76) s'y opposent, un vote en plénière sera alors prévu pour confirmer ou rejeter la décision de la commission parlementaire. Ce vote éventuel serait alors annoncé mercredi et aurait lieu jeudi à midi.

*Vote si d'application: jeudi 5 juillet*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(20.06.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Axel Voss \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## La Bulgarie cède la présidence du Conseil à l'Autriche

**Le Premier ministre bulgare Boyko Borissov et le Chancelier autrichien Sebastian Kurz doivent discuter des progrès législatifs au Conseil avec les députés européens et Jean-Claude Juncker mardi matin, dans le cadre de deux débats séparés.**

Les dirigeants des groupes politiques évalueront les réalisations de la - toute première - présidence bulgare sortante du Conseil de l'UE avec le Premier ministre bulgare, Boyko Borissov, et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi matin, à partir de 9h00.

Lors d'un deuxième débat, qui débutera vers 10 heures, le Chancelier autrichien Sebastian Kurz présentera les priorités de la future présidence. L'Autriche a déjà assuré la présidence tournante du Conseil en 1998 et 2006.

*Débats: mardi 3 juillet*

*Procédure: débats*

*Conférence de presse: en présence du Président du PE, Antonio Tajani, et du Premier ministre Sebastian Kurz, à midi (à confirmer)*

### En savoir plus

- [Centre multimédia du PE: la présidence bulgare du Conseil](#)
- [Site internet de la présidence bulgare du Conseil](#)
- [Site internet de la présidence autrichienne du Conseil](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Priorités budgétaires de l'UE pour 2019

Le budget de l'UE de l'année prochaine devrait se concentrer sur les jeunes, affirment les députés dans un projet de résolution voté jeudi. Parmi les autres priorités figurent la croissance, l'innovation, la compétitivité, la sécurité, la lutte contre le changement climatique, la transition vers les sources d'énergie renouvelables et la migration.

Il s'agira de la première réponse du Parlement européen au projet de budget de l'UE pour 2019, tel que [présenté par la Commission le 23 mai](#).

Dans le [projet de texte](#), les députés:

- affirment que l'initiative pour l'emploi des jeunes devrait être à nouveau renforcée;
- saluent les augmentations proposées en faveur des programmes de recherche Horizon 2020, du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (investissements dans les infrastructures), d'Erasmus+, et des programmes liés à la sécurité. Cependant, ils affirment que le budget d'Erasmus+ devrait "doubler au minimum";
- reconnaissent que la migration devrait rester "une des grandes priorités de l'Union en 2019" et estiment qu'il est essentiel de maintenir les dépenses dans ce domaine à un niveau élevé et stable.

Le projet de rapport consolidé pour le vote en plénière sera [disponible ici](#).

### Prochaines étapes

Le Parlement définira sa position sur le budget 2019 pendant la session plénière des 2-5 juillet. Le Conseil présentera ensuite sa position informelle et les premières négociations tripartites (trilogie) entre les deux branches de l'autorité budgétaire (Parlement et Conseil) et la Commission européenne débuteront le 12 juillet. Les pourparlers se poursuivront en septembre, en vue de conclure un accord avant la fin de l'année.

### Contexte

Le projet de budget de l'UE pour 2019 inclut deux montants pour chaque programme à financer - les engagements et les paiements. Les "engagements" font référence au financement qui peut être convenu dans les contrats pour une année donnée, tandis que les "paiements" se rapportent à l'argent qui est réellement versé. Le budget proposé s'élève à 166 milliards d'euros en engagements (+3% par rapport à 2018) et à 149 milliards d'euros en paiements (+3% par rapport à 2018).

De façon générale, le budget de l'UE est avant tout un budget d'investissements. S'élevant à environ 1% du RNB de l'UE, et représentant quelque 2% des dépenses totales de l'Union, il vise à compléter les budgets nationaux et à mettre en œuvre les priorités sur lesquelles l'ensemble des États membres se sont mis d'accord.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Vote: jeudi 5 juillet*

*Procédure: budgétaire*

### En savoir plus

- [Profil du rapporteur Daniele Viotti \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Procédure budgétaire 2019: dates clés](#)

# Séance plénière

- [Résolution du Parlement européen du 15 mars 2018 sur les orientations générales pour la préparation du budget 2019](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Le Président angolais João Lourenço s'adressera au Parlement européen

**Le Président de l'Angola, João Lourenço, s'adressera aux députés européens lors d'une séance solennelle mercredi à midi.**

Les relations et la coopération entre l'UE et l'Angola mais aussi le développement, la migration et la promotion de la stabilité et de la paix sur le continent africain figureront probablement parmi les questions abordées lors de la première visite officielle de M. João Lourenço au Parlement européen.

L'Angola préside actuellement l'organe de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) chargé de la politique, de la défense et de la sécurité.

Le partenariat de l'Angola avec l'UE est fondé sur [l'accord de Cotonou régissant les relations ACP-UE](#). Les négociations pour le renouvellement de cet accord, qui expire en février 2020, devraient débuter en août 2018.

M. Lourenço a succédé le 26 septembre 2017 à l'ancien Président José Eduardo dos Santos, qui a dirigé l'Angola pendant 38 ans.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Procédure: séance solennelle*

*Point presse (en face du salon protocolaire): mercredi 4 juillet à 11h50 avec le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et le Président de l'Angola, João Lourenço*

### En savoir plus

- [Relations UE-Angola](#)
- [Site Internet officiel du gouvernement angolais](#)
- [Communiqué de presse - Futur partenariat ACP-UE: les députés s'accordent sur des objectifs concrets \(20.06.2018\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Réforme du droit électoral européen: vote final avant les élections de 2019

**Suite à la décision du Conseil du 7 juin sur la réforme du droit électoral européen, le Parlement devrait approuver les modifications mercredi.**

La loi électorale modifiée prévoit un seuil obligatoire pour la distribution des sièges du Parlement européen dans les circonscriptions comptant plus de 35 sièges. L'objectif est d'éviter une nouvelle fragmentation de l'Assemblée. Ce seuil doit se situer entre 2% et 5%.

Parmi les pays de l'UE qui comptent plus de 35 sièges, tous sauf l'Espagne et l'Allemagne disposent d'un seuil électoral réglementaire pour les élections européennes.

Par ailleurs, le projet de texte législatif comporte des dispositions non contraignantes qui promeuvent le vote par anticipation, le vote par correspondance et le vote électronique, il rend les partis politiques européens plus visibles sur les bulletins de vote nationaux, et il encourage les États membres à autoriser leurs citoyens qui vivent dans des pays hors UE à voter lors des élections européennes.

La [commission des affaires constitutionnelles](#) du Parlement devra approuver la nouvelle réforme avant le vote en plénière. Le vote en commission est prévu lundi 2 juillet.

Lors d'un débat distinct jeudi matin, les députés aborderont la question de la participation des personnes en situation de handicap lors des élections européennes.

### Prochaines étapes

Les dispositions adoptées devraient être approuvées par tous les pays de l'UE. Les seuils seront obligatoires à partir de 2024, à condition que la réforme électorale entre en vigueur avant les prochaines élections européennes de 2019. Les États membres sont cependant libres de mettre en œuvre les mesures avant ce délai.

*Débat: jeudi 5 juillet (participation des personnes en situation de handicap aux élections européennes)*

*Vote: mercredi 4 juillet (réforme du droit électoral)*

*Procédure: approbation*

*Conférence de presse: mercredi 4 juillet à 15 heures, avec les co-rapporteurs Danuta Hübner (PPE, PL) et Jo Leinen (S&D, DE) (à confirmer)*

### En savoir plus

- [Profil de la rapporteure Danuta Hübner \(PPE, PL\)](#)
- [Profil du rapporteur Jo Leinen \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude sur la réforme du droit électoral de l'UE](#)
- [Communiqué de presse sur l'approbation des propositions relatives aux modifications du droit électoral \(novembre 2015\)](#)
- [Dossier de presse sur les élections européennes 2019](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits - Élections européennes 2019](#)

# Séance plénière

## Débat d'actualité: les députés débattront des récentes déclarations de Matteo Salvini sur les Roms

**Les députés s'apprêtent à débattre mercredi après-midi des déclarations récentes du vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, à propos de la communauté Rom.**

Le débat d'actualité de la session plénière de juillet, proposé par le groupe politique Verts/ALE, permettra aux députés de débattre des déclarations faites par le ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, le 18 juin dernier, à propos des communautés Rom et Sinti dans le pays et qui ont suscité l'indignation tant en Italie qu'à l'étranger.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Procédure: débat d'actualité*

### En savoir plus

- [Résolution du PE du 25 octobre 2017 sur l'intégration des Roms dans l'Union du point de vue des droits fondamentaux: lutter contre l'antitsiganisme](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Sortie de la Grèce des programmes de sauvetage: débat avec le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno

**Mercredi à 15 heures, les députés débattront avec le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, des conclusions positives du troisième programme d'ajustement économique pour la Grèce.**

Les prochaines étapes pour la réforme globale de l'union économique et monétaire, notamment la création d'une capacité budgétaire pour la zone euro, seront également débattues.

Ce sera la première fois que le président de l'Eurogroupe participera à un débat en plénière. Il avait déjà participé à une audition en commission des affaires économiques et monétaires le 21 février dernier.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Procédure: débat*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse suite à la participation de M. Centeno à l'audition en commission des affaires économiques et monétaires \(21.02.2018\)](#)
- [Extraits vidéo de l'audition de M. Centeno en commission des affaires économiques et monétaires \(21.02.2018\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)



# Séance plénière

## Renforcer la coopération d'Europol avec les pays du Moyen-Orient

**Les eurodéputés apporteront leur contribution aux négociations à venir avec huit pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui ont pour but de renforcer la coopération avec Europol.**

Les députés devraient souligner qu'une analyse d'impact approfondie est nécessaire pour les futurs accords sur le transfert de données entre Europol et les autorités de [Jordanie](#), de [Turquie](#), d'[Israël](#), de [Tunisie](#), du [Maroc](#), du [Liban](#), d'[Égypte](#) et d'[Algérie](#). Ils devraient également insister sur la nécessité d'avoir des garanties claires pour protéger les données et pour veiller à ce que les libertés et droits fondamentaux soient protégés.

Si les accords offrent un niveau de protection des données moins élevé que le droit européen, alors ils ne devraient pas être conclus, affirment les députés dans les projets de résolution qui seront votés mercredi.

La Commission européenne a reçu le [feu vert](#) pour débiter les négociations avec les huit pays au nom de l'UE. L'objectif du renforcement de la coopération est de prévenir et de combattre le terrorisme et la criminalité organisée, et de s'attaquer à des défis tels que les filières de la migration irrégulière et la traite des êtres humains.

*Vote: mercredi 4 juillet*

*Procédure: résolution d'initiative*

### En savoir plus

- [Profil du rapporteur Claude Moraes \(S&D, UK\)](#)
- [Décisions du Conseil autorisant les négociations](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## 500 millions d'euros pour la scolarisation des enfants réfugiés en Turquie

Les députés se prononceront mercredi sur une proposition de la Commission européenne visant à ce que les salaires de plus de 5 000 professeurs, qui ont jusqu'ici assuré l'éducation de quelque 300 000 enfants réfugiés en Turquie, continuent d'être versés.

Un [projet de budget rectificatif](#) est nécessaire afin de couvrir le premier paiement (500 millions d'euros, en plus des 50 millions déjà alloués au titre du budget de l'aide humanitaire à cette fin) d'une extension de 3 milliards d'euros de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie (FRT). L'objectif est de garantir la poursuite sans interruption de l'éducation des enfants réfugiés dans le pays.

### Contexte

La FRT, [créée le 24 novembre 2015](#), coordonne l'aide de l'UE aux réfugiés en Turquie. Financée par le budget de l'Union et des contributions supplémentaires des États membres, elle s'élève au total à 3 milliards d'euros pour 2016-2017. Elle a été [prolongée le 14 mars 2018](#) et a reçu un financement additionnel de 3 milliards d'euros pour 2018-2019.

*Vote: mercredi 4 juillet*

*Procédure: budgétaire*

### En savoir plus

- [Profil du rapporteur Siegfried Muresan \(PPE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Air France: le Parlement vote une aide de 9,9 millions d'euros pour 1 858 employés licenciés

**1 858 employés licenciés d'Air France, pour cause de "perturbations économiques graves", devraient recevoir une aide de l'UE d'un montant de 9 894 483 euros afin de les aider à retrouver un travail.**

Le secteur du transport aérien international a traversé de "graves perturbations économiques", notamment une baisse de la part de marché de l'UE à l'international, une croissance plus lente du trafic aérien en Europe que dans le reste du monde et la montée en puissance des compagnies aériennes subventionnées du Golfe, selon le projet de rapport du Parlement. Ces événements ont conduit à 1 858 licenciements au sein d'Air France dans les régions d'Ile-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La plupart des travailleurs concernés ont été licenciés en 2017.

Le Parlement se prononcera sur le cofinancement de mesures pour les 1 858 employés via une aide du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM). Cette aide couvrirait cinq types de services visant à lutter contre le chômage: orientation et formation professionnelle, entrepreneuriat, subventions de démarrage et indemnités.

*Vote: mardi 3 juillet*

*Procédure: budgétaire*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur la mobilisation du FEM \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(19.06.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Alain Lamassoure \(PPE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Bouclier de protection des données entre l'UE et les États-Unis: évaluation des dispositions sur la vie privée

**L'efficacité des dispositions du "bouclier de protection des données" entre l'UE et les États-Unis sera évaluée dans le cadre d'un débat avec la Commission européenne mercredi et d'une résolution votée jeudi.**

Les députés devraient juger insuffisantes les garanties relatives à la vie privée inscrites dans l'accord UE-États-Unis sur les transferts de données à caractère personnel. Ils devraient également souligner la nécessité de mieux contrôler l'accord, au vu de la violation des données lors du scandale Facebook-Cambridge Analytica et étant donné que les deux sociétés sont certifiées dans le cadre du bouclier de protection des données.

**Contexte** Le bouclier de protection des données est un accord entre les États-Unis et l'UE qui permet aux entreprises américaines supposées disposer d'un niveau adéquat de protection des données de transférer des données personnelles de l'UE vers les États-Unis.

Le bouclier de protection des données est le successeur du cadre de la sphère de sécurité de 2000, rendu invalide par un arrêt de la Cour de justice de l'UE en octobre 2015 - qui n'a pas jugé l'accord suffisamment strict sur la protection des données pour les citoyens de l'UE. Ce nouveau cadre pour les transferts de données entre l'UE et les États-Unis a été adopté en juillet 2016.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Vote: jeudi 5 juillet*

*Procédure: déclaration de la Commission avec résolution*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.06.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Claude Moraes \(S&D, UK\)](#)
- [Rapport de la Commission européenne sur le premier examen annuel du fonctionnement du bouclier de protection des données UE-États-Unis](#)
- [Étude du PE - Du "Safe Harbour" au "Privacy Shield"](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Fiscalité américaine pour les citoyens de l'UE et les "Américains accidentels"

**Une résolution sur les effets néfastes sur les citoyens de l'UE et les "Américains accidentels" de la loi américaine relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (FATCA) fera l'objet d'un vote en plénière jeudi.**

Le projet de texte, déposé par la [commission des pétitions](#) du Parlement, appelle la Commission européenne et les pays de l'UE à présenter une approche européenne commune relative au FATCA, afin de protéger les droits des citoyens de l'UE et en particulier des "Américains accidentels".

Cette expression fait référence aux citoyens européens qui, par le hasard de la naissance, ont hérité de la nationalité américaine mais qui n'entretiennent aucun contact avec les États-Unis, n'y ont jamais habité, travaillé ou étudié, et ne possèdent pas de numéro de sécurité sociale américain.

Les députés exhortent également la Commission à conduire une évaluation complète des conséquences du FATCA et de la pratique extraterritoriale américaine du "régime fiscal fondé sur la citoyenneté" sur les citoyens de l'UE.

### Contexte

Les États-Unis et l'Érythrée sont les deux seuls pays au monde à imposer un "régime fiscal fondé sur la citoyenneté", et l'Érythrée a été condamnée par les Nations unies pour avoir tenté d'appliquer cet "impôt de la diaspora". Les États-Unis affirment que le FATCA a pour objectif d'empêcher que les citoyens américains ne pratiquent l'évasion fiscale.

*Débat: mercredi 4 juillet*

*Vote: jeudi 5 juillet*

*Procédure: question orale au Conseil et à la Commission, avec résolution*

### En savoir plus

- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Aide humanitaire aux migrants: débat en plénière

**Aider les migrants pour des raisons humanitaires ne devrait pas faire l'objet de poursuites pénales, selon un projet de résolution débattu mardi et voté jeudi. Le texte demande aux États membres d'introduire des exceptions dans leur législation afin d'éviter que des individus ou des ONG impliqués dans l'action humanitaire ne soient poursuivis.**

Les députés s'inquiètent des "conséquences imprévues" de la législation européenne qui prévoit des sanctions pénales pour toute personne "facilitant" l'entrée, le transit et le séjour de migrants en situation irrégulière, et rappellent que la législation permet aussi aux États membres de faire une exception à la pénalisation dans le cas d'actions "humanitaires".

*Débat: mardi 3 juillet*

*Vote: jeudi 5 juillet*

*Procédure: question orale à la Commission, avec résolution*

### En savoir plus

- [Question orale à la Commission européenne](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(25.06.2018\)](#)
- [Étude du PE sur la directive relative à la facilitation et à la pénalisation de l'aide humanitaire aux migrants en situation irrégulière \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Situation humanitaire au Venezuela et à ses frontières

**Le Parlement votera une résolution sur la crise migratoire et la situation humanitaire au Venezuela et à ses frontières, jeudi, après la visite cette semaine d'eurodéputés au Brésil et en Colombie pour évaluer les conditions sur le terrain.**

Plus de deux millions de Vénézuéliens ont quitté le pays depuis 2005 en raison d'une crise politique, sociale, économique et humanitaire sans précédent. Selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 60% sont actuellement en situation irrégulière. La Colombie compte le plus grand nombre de migrants vénézuéliens, plus de 800 000 personnes, tandis qu'on en dénombre environ 50 000 au Brésil.

Le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions sur la situation au Venezuela, dans lesquelles les députés mettent en garde contre la détérioration de la situation des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit et demandent à plusieurs reprises au gouvernement vénézuélien d'autoriser l'arrivée de l'aide humanitaire dans le pays.

*Débat: mardi 3 juillet 2018*

*Vote: jeudi 5 juillet 2018*

*Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité avec résolution*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse - Venezuela : Visite d'une délégation du PE au Brésil et en Colombie pour évaluer la situation humanitaire \(22.06.2018\)](#)

# Séance plénière

## L'UE devrait soutenir davantage les droits des peuples autochtones à travers le monde

Les droits de plus de 370 millions de personnes membres de populations autochtones dans le monde devraient être pleinement reconnus et protégés, devraient affirmer les députés lors d'un débat lundi après-midi et dans une résolution votée mardi midi.

Les députés devraient demander à l'UE et à ses États membres d'adopter toutes les mesures nécessaires à la reconnaissance complète et à la protection des droits des peuples autochtones, notamment via la ratification de la [convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux](#). À ce jour, [seuls trois États membres](#) (Danemark, Pays-Bas et Espagne) ont appliqué les dispositions de cette convention internationale majeure et contraignante.

Ils devraient également recommander la mise en place d'un plan d'action de l'UE sur la responsabilité sociale des entreprises afin de reconnaître pleinement, de protéger et de promouvoir les droits des peuples autochtones, notamment leurs droits sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources. Le [projet de rapport](#) critique les importations non durables en provenance de pays tiers tels que le soja et l'huile de palme, qui causent la destruction de l'habitat et le déplacement forcé des personnes vivant sur ces terres.

### Contexte

La population totale des peuples autochtones est estimée à plus de 370 millions d'individus, répartis dans 70 pays à travers le monde, ce qui représente 5% de la population totale de la planète, d'après les [Nations unies](#).

*Débat: lundi 2 juillet*

*Vote: mardi 3 juillet*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

- [Projet de résolution sur la violation des droits des peuples autochtones dans le monde, y compris l'accaparement des terres](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(16.05.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Francisco Assis \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)



# Séance plénière

## Le Parlement demande à l'UE d'interdire les mariages précoces et forcés

**Les députés vont demander une interdiction des mariages précoces et forcés et proposer que l'âge minimum pour le mariage soit fixé à 18 ans dans toute l'UE.**

L'initiative prise par la commission des affaires étrangères impliquerait que tous les États membres fixent l'âge minimum du mariage à 18 ans. Certains États membres (sauf le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède) autorisent actuellement le mariage à partir de 16 ans, avec l'accord parental, tout comme en Écosse où la majorité est fixée à 16 ans.

Les députés devraient recommander aux États membres d'aligner leur législation sur la façon dont ils traitent les ressortissants de pays tiers résidant dans l'UE.

*Débat: lundi 2 juillet*

*Vote: mercredi 4 juillet*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(16.05.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Charles Goerens \(ADLE, LU\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Renforcer les relations de l'UE avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan

**Les députés vont entériner mercredi un nouvel accord de partenariat entre l'UE et l'Arménie et poser leurs conditions, notamment sur le respect des valeurs de l'UE et les normes, pour l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Azerbaïdjan.**

Signé en novembre 2017, le nouvel [accord de partenariat global et renforcé UE-Arménie](#) concrétise le dialogue politique renforcé entre l'UE et l'Arménie, élargit le champ des coopérations économiques et offrent de nouvelles opportunités pour des liens resserrés en matière d'énergie, de transport, d'infrastructure, d'environnement, de commerce, d'éducation et dans d'autres secteurs. Toutefois, cet accord ne marque pas un point final dans les relations entre l'UE et l'Arménie; il s'agit d'un outil visant à promouvoir les réformes intérieures et leur mise en œuvre, déclarent les députés.

Dans une résolution distincte mise aux voix le même jour, les députés proposent des recommandations sur les négociations relatives à l'accord global UE-Azerbaïdjan. Ils en appellent à des dispositions spécifiques à mettre en place pour soutenir l'Azerbaïdjan dans sa lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et l'évasion fiscale. Les députés soulignent également qu'ils ne ratifieront aucun accord avec un pays qui ne respecte pas les valeurs et les droits fondamentaux.

*Débats: mardi 3 juillet*

*Votes: mercredi 4 juillet*

*Procédure: approbation (Arménie), résolutions d'initiative*

### En savoir plus

- [Projet de recommandation du PE sur l'accord UE-Arménie](#)
- [Projet de résolution du PE sur l'accord UE-Arménie](#)
- [Projet de recommandation sur les négociations sur l'accord UE-Azerbaïdjan](#)
- [Profil du rapporteur sur l'Arménie, László TÓKÉS \(PPE, HU\)](#)
- [Profil de la rapporteure sur l'Azerbaïdjan, Norica Nicolai \(ADLE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure - Arménie](#)
- [Fiche de procédure - Azerbaïdjan](#)
- [Étude du PE sur les relations entre l'UE et l'Arménie et l'Azerbaïdjan \(en anglais\)](#)

# Séance plénière

## Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 5 juillet vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:**

- la Moldavie;
- la Somalie; et
- le Burundi.

*Débats et votes: jeudi 5 juillet*

*Procédure: résolutions non législatives*

## Autres sujets à l'ordre du jour

**Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:**

- Impression en trois dimensions: droits de propriété intellectuelle et responsabilité civile, Bergeron (INI), débat lundi, vote mardi;
- Diplomatie climatique, Leinen, Lietz (INI), débat lundi, vote mardi;
- TVA: coopération administrative transfrontière, Zile (approbation), vote mardi;
- Accord de partenariat avec l'Iraq, Nicolai, vote mercredi; et
- Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, Macovei, vote jeudi.